

**Assemblée générale**Distr.: Générale
18 mai 2005Français
Original: Anglais

**Commission des Nations Unies
pour le droit commercial international**
Trente-huitième session
Vienne, 4-15 juillet 2005

**Projet de convention sur l'utilisation de communications
électroniques dans les contrats internationaux****Compilation des commentaires reçus des gouvernements et des
organisations internationales****Additif**

Table des matières

| | <i>Page</i> |
|----------------------------------------------------------------------------------|-------------|
| II. Compilation des commentaires | 2 |
| B. Organisations intergouvernementales | 2 |
| 4. Institut international pour l'unification du droit privé (Unidroit) | 2 |



II. Compilation des commentaires

B. Organisations intergouvernementales

4. Institut international pour l'unification du droit privé (Unidroit)

[Original: Anglais]
[18 mai 2005]

Le projet de convention sur l'utilisation de communications électroniques dans les contrats internationaux de la CNUDCI traite un certain nombre de questions soulevées par l'utilisation des communications électroniques dans le cadre des conventions internationales. La plupart des conventions existantes ont été adoptées avant que les communications électroniques ne deviennent un moyen de communication reconnu, voire même avant l'apparition de ce type de communications. Les questions abordées ont trait à la satisfaction de l'exigence de signature, à celle de l'exigence de forme écrite, au moment de l'expédition et à celui de la réception.

La plupart du temps, les instruments adoptés par Unidroit ne traitent que de façon accessoire des exigences relatives à la forme des contrats, accords ou conventions (généralement pour exclure purement et simplement ce type d'exigences).

Ce n'est que depuis peu que les communications électroniques occupent le devant de la scène: elles n'ont donc pas été envisagées dans les instruments d'Unidroit adoptés avant 2001. Les définitions données dans les différentes conventions du terme "écrit" sont toutefois assez larges pour pouvoir s'appliquer également aux documents électroniques, comme l'illustre bien le tableau annexé au présent document. Les textes pertinents y sont reproduits, accompagnés au besoin des commentaires nécessaires. Comme on peut le voir dans la formulation des dispositions citées, le projet de convention de la CNUDCI complèterait efficacement les instruments d'Unidroit en permettant d'utiliser des moyens électroniques de communication pour satisfaire, au besoin, à l'exigence de forme écrite. En l'absence d'une telle exigence, le projet permet également de reconnaître sans aucun doute la validité des communications électroniques.

Parmi les projets d'instruments actuellement examinés par Unidroit, les *avant-projets de Protocole à la Convention du Cap (relative aux garanties internationales portant sur des matériels d'équipement mobiles) portant sur les questions spécifiques au matériel roulant ferroviaire et aux biens spatiaux* prévoient expressément que les définitions de la Convention s'appliquent également à ces protocoles, en conséquence de quoi les communications électroniques sont couvertes par ces textes.

L'Avant-projet de Convention sur l'harmonisation des règles de droit matériel relatives aux titres détenus auprès d'un intermédiaire ne mentionne pas de "forme écrite" en tant que telle, même s'il fait référence à des types précis de conventions, à des instructions données par le titulaire d'un compte à l'intermédiaire, etc., tout en précisant qu'elles ne sont soumises à aucune condition de forme aux termes du projet de convention. Le projet portant sur les *Opérations sur les marchés financiers interconnectés et transnationaux* comprend plusieurs volets. L'un d'entre eux consiste à élaborer des règles matérielles harmonisées ou uniformes applicables à ce

que l'on appelle les transactions "délocalisées". Une telle délocalisation peut être la conséquence de fusions entre marchés situés dans des États différents ou elle peut être provoquée sur le plan technologique lorsque les réseaux électroniques de communication (ECN) sont utilisés pour les transactions ou même l'introduction en bourse de valeurs mobilières. Lorsque les travaux sur ce sujet auront débuté, il apparaîtra clairement que ce qui prédomine, pour toutes sortes d'objectifs, c'est l'utilisation des technologies modernes.

Annexe

Instruments d'Unidroit et exigences de forme ou de forme écrite

A) Instruments déjà adoptés

| <i>Instrument</i> | <i>Article</i> | <i>Texte de la disposition</i> | <i>Commentaire</i> |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Convention portant loi uniforme sur la vente internationale des objets mobiliers corporels (ULIS) (La Haye, 1 ^{er} juillet 1964) | Art. 15 | “Aucune forme n’est prescrite pour le contrat de vente. Il peut être prouvé notamment par témoins.” | À la suite de l’adoption de la <i>Convention des Nations Unies sur les contrats de vente internationale de marchandises (CVIM)</i> , l’intérêt des deux lois uniformes sur les ventes revêt un caractère plutôt historique. Toutefois, si l’on examine les termes de l’ULIS, on voit que l’article 15 prévoit expressément qu’aucune forme n’est prescrite pour le contrat de vente. Les contrats électroniques devraient donc être couverts par la Convention. Cette disposition est à comparer à l’article 11 de la CVIM. Aucune disposition semblable à l’article 12 de la CVIM ne figure dans la loi uniforme. |
| Convention portant loi uniforme sur la formation des contrats de vente internationale des objets mobiliers corporels (ULF) (La Haye, 1 ^{er} juillet 1964) | Art. 3 | “Aucune forme n’est prescrite pour l’offre et l’acceptation. Elles peuvent être prouvées notamment par témoins.” | L’article 3 de l’ULF prévoit expressément qu’aucune forme n’est prescrite ni pour l’offre, ni pour l’acceptation. De plus, l’article 6-1 précise que “[l]’acceptation consiste en une déclaration qui parvient à l’auteur de l’offre par quelque moyen que ce soit.” La formule “par quelque moyen que ce soit” semble être suffisamment large pour englober de nouveaux moyens de communication. Là encore, cette disposition peut être comparée à l’article 11 de la CVIM. |
| Convention portant loi uniforme sur la forme d’un testament international (Washington, D.C., 1973) | Art. 3 | “1. Le testament doit être fait par écrit. 2. Il n’est pas nécessairement écrit par le testateur lui-même. 3. Il peut être écrit en une langue quelconque, à la main ou par un autre procédé.” | La question de savoir si les instruments portant sur le droit de la famille ou les successions devraient ou non entrer dans le champ d’application du projet de Convention de la CNUDCI est discutable. Toutefois, si l’on part du principe que certains instruments au moins devraient en faire partie, on peut émettre, au sujet de la loi uniforme de 1973 sur la forme d’un testament international, les remarques suivantes. |

| <i>Instrument</i> | <i>Article</i> | <i>Texte de la disposition</i> | <i>Commentaire</i> |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| | | | <p>Cette loi prévoit expressément que le testament doit être fait par écrit, sans définir l'expression "par écrit". Le Rapport explicatif relève que "La loi uniforme ne précise pas ce qu'il faut entendre par "écrit". Il s'agit d'un terme du langage courant qui, de l'avis des auteurs de la loi, ne nécessite pas de définition, mais qui recouvre toute expression par signes sur un support durable." (J. P. Plantard, <i>Rapport explicatif sur la Convention portant loi uniforme sur la forme d'un testament international</i>, Revue de droit uniforme, 1974 I, 120 – 122). Le Rapport explicatif, commentant l'alinéa 3, indique ce qui est naturel étant donné l'époque à laquelle il a été rédigé, que ce que les rédacteurs avaient à l'esprit lorsqu'ils ont parlé d'un "autre procédé" était la machine à écrire (<i>Ibid.</i>). Cette formule peut toutefois facilement s'appliquer également aux médias électroniques.</p> |
| <p>Convention sur la représentation en matière de vente internationale de marchandises (Genève, 17 février 1983)</p> | <p>Art. 10</p> | <p>"L'habilitation n'a pas à être conférée ni constatée par écrit et n'est soumise à aucune condition de forme. Elle peut être prouvée par tous moyens, y compris par témoins."</p> | <p>Le Rapport explicatif indique qu'il a été décidé de ne pas définir plus précisément ce qui était entendu par "par écrit" afin de laisser aux commerçants le plus de liberté possible en la matière. Bien que la possibilité d'ajouter une disposition semblable à l'article 13 de la CVIM ait été envisagée, il a été décidé de ne pas le faire, "étant donné que le modèle de la Convention de Vienne n'a pas envisagé tous les moyens de communication plus modernes comme lorsque par exemple les informations apparaissent sur un écran et s'effacent ensuite." (M. Evans, <i>Convention sur la représentation en matière de vente internationale de marchandises (Genève, 15 février 1983): Rapport explicatif</i>, Revue de droit uniforme 1984 I, 114).</p> |

| <i>Instrument</i> | <i>Article</i> | <i>Texte de la disposition</i> | <i>Commentaire</i> |
|-----------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| | Art. 11 | “Les dispositions de l’article 10, de l’article 15 ou du Chapitre IV autorisant pour l’habilitation, la ratification ou l’extinction du pouvoir une forme autre que la forme écrite, ne s’appliquent pas lorsque le représenté ou l’intermédiaire a son établissement dans un État contractant qui a fait une déclaration conformément à l’article 27. Les parties ne peuvent déroger au présent paragraphe ni en modifier l’effet.” | L’article 11 a été introduit principalement à la demande des États socialistes, qui exigeaient que tous les actes relatifs au commerce extérieur conclus par leurs organisations économiques soient passés par écrit. (M. Evans, <i>cit.</i> 114 – 116). L’article 27 prévoit que “Tout État contractant dont la législation exige que l’habilitation, la ratification ou l’extinction du pouvoir soit passée ou constatée par écrit dans tous les cas régis par la présente Convention peut à tout moment déclarer, conformément à l’article 11, que toute disposition de l’article 10, de l’article 15 ou du chapitre IV autorisant pour l’habilitation, la ratification ou l’extinction du pouvoir une forme autre que la forme écrite, ne s’applique pas lorsque le représenté ou l’intermédiaire a son établissement dans cet État”. |
| Convention d’Unidroit sur l’affacturage international (Ottawa, 28 mai 1988) | Art. 1 ^{er} , par. 4, al. a) à c) | “É. – Aux fins de la présente Convention: a) une notification par écrit n’a pas besoin d’être signée, mais doit indiquer par qui ou au nom de qui elle est faite; b) une “notification par écrit” comprend également les télégrammes, les télex ainsi que tout autre moyen de télécommunication de nature à laisser une trace matérielle; c) une notification par écrit est donnée lorsqu’elle est reçue par le destinataire.” | L’article premier, par. 4, alinéa b) prévoit expressément qu’une “notification par écrit” comprend “tout autre moyen de télécommunication de nature à laisser une trace matérielle”, définition qui pourrait également s’appliquer aux médias électroniques. Le projet de convention de la CNUDCI envisage à la fois la question de l’identification de la partie (art. 9, par. 3, alinéa a)) et celle du moment de la réception (art. 10, par. 2)), ce qui semble compléter la Convention sur l’affacturage. |
| | Art. 3, par. 1, al. b) | “\ . – L’application de la présente Convention peut être exclue: a) ... b) par les parties au contrat de vente de marchandises à l’égard des créances nées soit au moment soit après que la notification par écrit de cette exclusion a été faite au cessionnaire.” | |

| Instrument | Article | Texte de la disposition | Commentaire |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| | Art. 8, par. 1 | <p>“1. – Le débiteur est tenu de payer le cessionnaire s’il n’a pas eu connaissance d’un droit préférable et si la notification par écrit de la cession:</p> <p>a) a été donnée au débiteur par le fournisseur ou par le cessionnaire en vertu d’un pouvoir conféré par le fournisseur;</p> <p>b) précise de façon suffisante les créances cédées et le cessionnaire à qui ou pour le compte de qui le débiteur doit faire le paiement; et</p> <p>c) concerne des créances qui naissent d’un contrat de vente de marchandises qui a été conclu soit avant soit au moment où la notification est donnée.”</p> | |
| | Art. 9, par. 2 | <p>“2. – Le débiteur peut aussi exercer contre le cessionnaire tout droit à compensation relatif à des droits ou actions existants contre le fournisseur en faveur duquel la créance est née, et qu’il peut invoquer à l’époque où la notification par écrit de la cession a été donnée conformément aux dispositions du paragraphe 1 de l’article 8.”</p> | |
| Convention relative aux garanties internationales portant sur des matériels d’équipement mobiles (Le Cap, 2001) | Art. 1 ^{er} , par. nn) | <p>“‘écrit’ désigne une information (y compris communiquée par télétransmission) qui se présente sur un support matériel ou sous une autre forme de support, qui peut être reproduite ultérieurement sur un support matériel, ce support indiquant par un moyen raisonnable l’approbation de l’information par une personne.”</p> | <p>La définition donnée dans cette disposition mentionne déjà la “télétransmission” et recouvre donc les moyens électroniques de communication, comme cela ressort clairement du Commentaire, qui mentionne les “formes de télétransmission électroniques et autres” (R. Goode, <i>Commentaire officiel sur la Convention relative aux garanties internationales portant sur des matériels d’équipement mobiles et le Protocole y relatif portant sur les questions spécifiques aux matériels d’équipement aéronautiques</i>, Rome 2002, 58).</p> |

| <i>Instrument</i> | <i>Article</i> | <i>Texte de la disposition</i> | <i>Commentaire</i> |
|-------------------|--------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------|
| | Art. 7, al. a) | <p>“Une garantie est constituée en tant que garantie internationale conformément à la présente Convention si le contrat qui la crée ou la prévoit:</p> <p>a) est conclu par écrit;</p> <p>...”</p> | |
| | Art. 8, par. 4 | <p>“4. Tout créancier garanti qui se propose de vendre ou de donner à bail un bien en vertu du paragraphe 1 doit en informer par écrit avec un préavis raisonnable:</p> <p>a) les personnes intéressées visées aux alinéas i) et ii) du paragraphe m) de l'article premier; et</p> <p>b) les personnes intéressées visées à l'alinéa iii) du paragraphe m) de l'article premier ayant informé le créancier garanti de leurs droits avec un préavis raisonnable avant la vente ou le bail.”</p> | |
| | Art. 11, par. 1 | <p>“\ . Le créancier et le débiteur peuvent convenir à tout moment par écrit des circonstances qui constituent une inexécution, ou de toute autre circonstance de nature à permettre l'exercice des droits et la mise en œuvre des mesures énoncées aux articles 8 à 10 et 13.”</p> | |
| | Art. 15 | <p>“Dans leurs relations mutuelles, deux ou plusieurs des parties visées au présent Chapitre peuvent à tout moment, dans un accord écrit, déroger à l'une quelconque des dispositions précédentes du présent chapitre, ou en modifier les effets, à l'exception des paragraphes 3 à 6 de l'article 8, des paragraphes 3 et 4 de l'article 9, du paragraphe 2 de l'article 13 et de l'article 14.”</p> | |

| <i>Instrument</i> | <i>Article</i> | <i>Texte de la disposition</i> | <i>Commentaire</i> |
|-------------------|-------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------|
| | Art. 20, par. 1 à 3 | <p>“\ . Une garantie internationale, une garantie internationale future, une cession ou une cession future d’une garantie internationale peut être inscrite, et cette inscription peut être modifiée ou prorogée avant son expiration, par l’une quelconque des deux parties avec le consentement écrit de l’autre.</p> <p>2. La subordination d’une garantie internationale à une autre garantie internationale peut être inscrite par la personne dont la garantie a été subordonnée ou avec son consentement écrit donné à tout moment.</p> <p>3. Une inscription peut faire l’objet d’une mainlevée par son bénéficiaire ou avec son consentement écrit.”</p> | |
| | Art. 31, par. 4 | <p>“\ . Le débiteur peut à tout moment renoncer par écrit à tout ou partie des exceptions ou des droits à compensation visés au paragraphe précédent, sauf aux exceptions qui ont trait aux manœuvres frauduleuses du cessionnaire.”</p> | |
| | Art. 32, par. 1, al. a) | <p>“\ . La cession des droits accessoires ne transfère la garantie internationale correspondante que si:</p> <p>a) elle est conclue par écrit;</p> <p>...”</p> | |
| | Art. 33, par. 1, al. a) | <p>“\ . Lorsque des droits accessoires et la garantie internationale correspondante ont été transférés conformément aux articles 31 et 32 et dans la mesure de cette cession, le débiteur des droits accessoires et de l’obligation couverte par cette garantie n’est lié par la cession et n’est tenu de payer le cessionnaire ou d’exécuter toute autre obligation que si:</p> | |

| <i>Instrument</i> | <i>Article</i> | <i>Texte de la disposition</i> | <i>Commentaire</i> |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| | | a) le débiteur a été informé par un avis écrit de la cession par le cédant ou avec l'autorisation de celui-ci; ...” | |
| | Art. 38, par. 2 | “¶. Les titulaires d'un droit visé au paragraphe précédent et d'un droit concurrent peuvent convenir par écrit d'en modifier les rangs respectifs mais le cessionnaire d'une garantie subordonnée n'est pas lié par un accord de subordination, à moins que, lors de la cession, la subordination résultant dudit accord ait été inscrite.” | |
| | Art. 42, par. 2 | “¶. Cette convention attributive de juridiction est conclue par écrit ou dans les formes prescrites par la loi du for choisi.” | |
| Protocole portant sur les questions spécifiques aux matériels d'équipement aéronautiques à la Convention relative aux garanties internationales portant sur des matériels d'équipement mobiles (Le Cap, 2001) | Art. IV, par. 3 | “¶. Dans leurs relations mutuelles, les parties peuvent, dans un accord écrit, déroger aux dispositions du présent Protocole ou en modifier les effets, à l'exception des paragraphes 2 à 4 de l'article IX. Les parties peuvent exclure, dans un accord écrit, l'application de l'article XI.” | Le paragraphe 1 de l'article premier du Protocole prévoit expressément que, à moins que le contexte ne s'y oppose, les termes qui y figurent sont utilisés au sens donné dans la Convention. Le terme “écrit” englobe donc également les communications électroniques. |
| | Art. V, par. 1, al. a) | “\ . Aux fins du présent Protocole, un contrat de vente est un contrat qui: a) est conclu par écrit; ... ” | |
| | Art. IX, par. 2 et 6 | “¶. Le créancier ne peut mettre en œuvre les mesures prévues au paragraphe précédent sans le consentement écrit et préalable du titulaire de toute garantie inscrite primant celle du créancier. ... ” | |

| <i>Instrument</i> | <i>Article</i> | <i>Texte de la disposition</i> | <i>Commentaire</i> |
|-------------------|-------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------|
| | | <p>7. Un créancier garanti proposant la radiation de l'immatriculation et l'exportation d'un aéronef en vertu du paragraphe 1 autrement qu'en exécution d'une décision du tribunal, doit informer par écrit avec un préavis raisonnable de la radiation de l'immatriculation et de l'exportation proposée:</p> <p>a) les personnes intéressées visées aux alinéas i) et ii) du paragraphe m) de l'article premier de la Convention; et</p> <p>b) les personnes intéressées visées à l'alinéa (iii) du paragraphe m) de l'article premier de la Convention qui ont informé le créancier garanti de leurs droits avec un préavis raisonnable avant la radiation de l'immatriculation et l'exportation."</p> | |
| | Art. X, par. 5 | "5. Le créancier et le débiteur ou toute autre personne intéressée peuvent convenir par écrit d'exclure l'application du paragraphe 2 de l'article 13 de la Convention." | |
| | Art. XIII, par. 3 | "3. Le bénéficiaire de l'autorisation (la "partie autorisée") ou la personne qu'elle certifie être désignée à cet effet est la seule personne habilitée à mettre en œuvre les mesures prévues au paragraphe 1 de l'article IX; il ne peut mettre en œuvre ces mesures qu'en conformité avec l'autorisation et les lois et réglementations applicables en matière de sécurité aérienne. Le débiteur ne peut révoquer cette autorisation sans le consentement écrit de la partie autorisée. L'autorité du registre radie une autorisation inscrite dans le registre à la demande de la partie autorisée." | |

| <i>Instrument</i> | <i>Article</i> | <i>Texte de la disposition</i> | <i>Commentaire</i> |
|-----------------------------------------------------------------------------|-------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| | Art. XV | “Le paragraphe 1 de l’article 33 de la Convention s’applique en ajoutant la disposition suivante immédiatement après l’alinéa b): ‘et c) le débiteur a consenti par écrit, que le consentement ait ou non été donné avant que la cession n’ait eu lieu ou qu’il identifie ou non le cessionnaire.” | |
| | Art. XXII, par. 2 | “2. Une renonciation faite en vertu du paragraphe précédent doit être faite dans un écrit contenant une description du bien aéronautique.” | |
| Loi type sur la divulgation des informations en matière de franchise (2002) | Article 4, par. 1 | “L’information doit être fournie par écrit.” | Le Rapport explicatif de la Loi type sur la divulgation des informations en matière de franchise explique pourquoi il est souhaitable que l’information soit fournie par écrit. Il précise également que la divulgation ne doit pas nécessairement être rédigée sur papier, et renvoie à la <i>Loi type de la CNUDCI sur le commerce électronique</i> . Étant donné la nature de ce texte, qui est d’être un modèle, il est naturellement ajouté une réserve selon laquelle c’est à l’État concerné de décider si la divulgation par voie électronique est admissible (voir <i>Loi type sur la divulgation des informations en matière de franchise</i> , Rome 2002, p. 37 et 38). |
| Principes relatifs aux contrats du commerce international 2004 | Art. 1.2 | “Ces Principes n’imposent pas que le contrat, la déclaration ou tout autre acte soit conclu ou constaté sous une forme particulière. Il peut être prouvé par tous moyens, y compris par témoins.” | Dans les Principes 2004, un certain nombre de dispositions ont été légèrement modifiées afin de répondre aux besoins du commerce électronique. Ces dispositions parlent donc de “forme” plutôt que d’“écrit”. |

| <i>Instrument</i> | <i>Article</i> | <i>Texte de la disposition</i> | <i>Commentaire</i> |
|-------------------|----------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------|
| | Art. 2.1.18 | “Le contrat écrit qui contient une clause stipulant que toute modification ou révocation amiable doit être faite sous une forme particulière ne peut être modifié ou révoqué sous une autre forme. Toutefois, une partie peut être privée du bénéfice de cette disposition si son comportement a incité l’autre partie à agir raisonnablement en conséquence.” | |
| | Art. 2.1.8 | “Le délai d’acceptation fixé par l’auteur de l’offre commence à courir au moment où l’offre est expédiée. La date indiquée dans l’offre est présumée être celle de l’expédition, à moins que les circonstances n’indiquent le contraire.” | |

B) Conventions en cours d'élaboration

| <i>Convention</i> | <i>Article</i> | <i>Texte de la proposition</i> | <i>Commentaire</i> |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Avant-projet de protocole portant sur les questions spécifiques au matériel roulant ferroviaire | III | “Dans leurs relations mutuelles, les parties peuvent, dans un accord écrit, déroger aux dispositions du présent Protocole ou en modifier les effets, à l’exception de l’article VII 2).” | Le paragraphe 1 de l’article premier de l’avant-projet de protocole établit expressément que, à moins que le contexte ne s’y oppose, les termes qui y figurent sont utilisés au sens des définitions données dans la Convention. Le terme “écrit” englobe donc également les communications électroniques. |
| | XI | “Le paragraphe 1 de l’article 33 de la Convention s’applique en ajoutant la disposition suivante immédiatement après l’alinéa b): ‘c) le débiteur n’a pas été préalablement informé d’une cession en faveur d’une autre personne.’” | |
| | XIX, par. 2 | “¶. Une renonciation en vertu du paragraphe précédent doit être faite dans un écrit contenant une description du matériel roulant ferroviaire telle que précisée à l’article V du présent Protocole.” | |
| Avant-projet de protocole portant sur les questions spécifiques aux biens spatiaux | IV | “Les parties peuvent, par le biais d’un accord écrit, exclure l’application de l’article XI et, dans leurs relations mutuelles, déroger aux dispositions du présent Protocole ou en modifier les effets à l’exception de l’article IX 2) à 3).” | Le paragraphe 1 de l’article premier de l’avant-projet de protocole établit expressément que, à moins que le contexte ne s’y oppose, les termes qui y figurent sont utilisés au sens donné dans la Convention. Le terme “écrit” englobe donc également les communications électroniques. |
| | V, par. 1, al. a) | “¶. – Aux fins du présent Protocole, un contrat de vente est un contrat qui: a) est conclu par écrit; ...” | |
| | X, par. 5 | “[°. – Le créancier et le débiteur ou toute autre personne intéressée peuvent convenir par écrit d’exclure l’application du paragraphe 2 de l’article 13 de la Convention.]” | |

| <i>Convention</i> | <i>Article</i> | <i>Texte de la proposition</i> | <i>Commentaire</i> |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| | XIV | <p>“Le paragraphe 1 de l’article 33 de la Convention s’applique en ajoutant la disposition suivante immédiatement après l’alinéa b):</p> <p>‘et c) le débiteur a consenti par écrit, que le consentement ait ou non été donné avant que la cession n’ait eu lieu ou qu’il identifie ou non le cessionnaire.’”</p> | |
| | XX, par. 2 | <p>“۲. – Une renonciation faite en vertu du paragraphe précédent doit être faite dans un écrit contenant une description, conformément à l’article VII, du bien spatial.”</p> | |
| <p>Avant-projet de Convention sur l’harmonisation des règles de droit matériel relatives aux titres détenus auprès d’un intermédiaire</p> | | | <p>Un certain nombre de dispositions mentionnent des “conventions”, mais aucune condition de forme écrite n’est jamais posée. Les Notes explicatives précisent même que la future Convention ne pose aucune condition de forme à l’égard des conventions de compte (voir la note à l’article premier, par. 1, alinéa e), Étude LXXVIII – Doc. 19 p. 25).</p> |